

# Brève chronique du Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonite (SSAP) [Première partie]

Paul Judd<sup>1</sup>

*Depuis plus de 20 ans, le Programme pêche hauturière est sans doute le mieux connu et le plus respecté des programmes de la Communauté du Pacifique (CPS). Le Programme a pu compter sur sa réputation d'excellence en matière de recueil de données, de prestation de services et de conseil sur la gestion des ressources pour mobiliser les financements requis afin de pérenniser son cœur de métier et de mettre en œuvre de nombreux projets de grande envergure. Tous ces éléments ont contribué à la renommée du Programme au sein des pays membres de la CPS, mais aussi bien au-delà, le Programme étant connu dans les milieux scientifiques et auprès des acteurs de la gestion halieutique dans le monde entier. Le Programme a succédé au Programme d'évaluation des thonidés et marlins, en place d'octobre 1981 au début de l'année 1994, lui-même né du Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonite, mis en œuvre entre septembre 1977 et septembre 1981.*

## Vue d'ensemble

C'est grâce aux études et aux diagnostics de la ressource thonière réalisés par le Programme bonite qu'ont pu être établies les premières estimations des ressources en bonite présentes à l'échelle du Pacifique occidental et central, de même que les premières évaluations de leur résilience face à une activité de pêche durable. À partir de la fin des années 1970, pendant trois ans, l'équipe pionnière du Programme bonite a marqué 160 276 bonites et autres espèces de thon. Parmi eux, 6 889 spécimens (soit 4,3 %) ont été déclarés recapturés et, grâce aux données obtenues, les chercheurs ont commencé à décrypter les notions fondamentales que sont le comportement migratoire de l'espèce, l'étendue de l'aire de répartition des stocks et la variabilité de leur structure et de leur distribution génétiques. Ce faisant, le Programme a considérablement élargi le champ des connaissances mondial sur la biologie de la bonite et d'autres espèces de thonidés. Les ressources en poissons-appâts des États et Territoires membres de la CPS ont également été évaluées.

En 1989, le Programme a mis en marche un deuxième programme de marquage d'envergure dans la région : le projet régional de marquage des thonidés. Depuis lors, un troisième programme phare, le Programme régional de marquage des thonidés, a été exécuté entre 2006 et 2013. Au total, ce sont près de 800 000 thons qui ont été marqués dans le Pacifique occidental et central, les trois projets de marquage à grande échelle entrepris par la CPS comptant pour environ 83 % de ce total. À chaque édition, des thons sont marqués à travers la zone équatoriale du Pacifique occidental et central, tandis que les recaptures signalées sont pointées dans la même zone et même au-delà.

Ces données de marquage alimentent les évaluations des stocks présents dans le Pacifique occidental et central depuis 1982 pour la bonite, 1992 pour le thon jaune, et 1996 pour le germon du sud et le thon obèse. Depuis 2001, les données de marquage servent systématiquement de données d'entrée dans les évaluations des stocks de thonidés produites par le modèle d'évaluation intégré MULTIFAN-CL2.

Aujourd'hui, si la faisabilité et l'utilité de ces programmes de marquage XXL ne sont plus à prouver, un obstacle de taille demeure : mobiliser les financements nécessaires pour les exécuter. Et pourtant, en 1974, l'idée même de couvrir une telle étendue géographique dans un immense espace océanique somme toute lointain avait quelque chose de révolutionnaire. C'était une entreprise inédite et, pour beaucoup, y compris parmi les halieutes, c'était simplement impensable. Rien ne permettait alors d'envisager des recherches de niveau régional sur la ressource thonière, sans même parler d'études et de campagnes de marquage à l'échelle de la région, et, comme pour la plupart des grandes entreprises scientifiques de l'époque, il était extrêmement complexe d'obtenir le soutien nécessaire pour en valider le principe.

Par conséquent, le Programme bonite fut à plus d'un titre avant-gardiste, et, dès sa clôture, il a été porté en triomphe. Et dire qu'il a failli ne jamais voir le jour.

Parmi les grandes réussites que l'on peut inscrire à son actif, le Programme a su :

- prouver que les études de marquage pouvaient être menées à grande échelle (numérique et géographique), permettant ainsi de marquer suffisamment de spécimens bien distribués dans le temps et l'espace, sur les 30 millions de kilomètres carrés qu'occupe la région, et de repêcher assez d'animaux dans cet espace pour alimenter des diagnostics de ressource régionaux ;
- quantifier pour la première fois l'important effectif de bonite dans le Pacifique occidental et central (estimé à l'époque à environ trois millions de tonnes), son dynamisme (renouvellement très rapide des populations) et la capacité associée des stocks à supporter la pression de pêche. Le fait que les contre-expériences récemment organisées par le Programme pêche hauturière à partir du plan expérimental original du Programme bonite aient corroboré l'estimation des trois millions de tonnes en dit long sur la qualité de ce qui était une expérience scientifique au premier sens du terme (reproductibilité de l'expérience et de ses résultats) ;

<sup>1</sup> Chargé des finances et de l'administration (Programme pêche hauturière de la CPS).

<sup>2</sup> MULTIFAN-CL est un logiciel d'évaluation des stocks halieutiques fondé sur un modèle statistique structuré en âge et fondé sur la taille.



Fin 1977 : L'équipe de la campagne de marquage inaugurale du Programme bonite en action (Bob Kearney est en bas à gauche). On remarquera l'imposant sac à dos renfermant l'enregistreur vocal et le long micro pendu au cou du chercheur. Les enregistreurs utilisés de nos jours sont bien plus compacts (crédit photo : Bob Gillett).

- décrire la nature migratoire de l'espèce, d'une part, et les interactions assez limitées entre des pêcheries nationales hermétiquement cloisonnées, d'autre part ;
- générer des estimations des paramètres biologiques de la bonite (âge, croissance, fécondité, mortalité et comportement alimentaire), encore méconnus à l'époque, et, dans le même temps, corriger bon nombre des postulats et/ou croyances jusqu'alors émis ;
- s'imposer comme le tout premier projet géré sous l'égide de la CPS, mais financé sur fonds non statutaires ;
- accroître d'un tiers environ le budget global de la CPS (chiffré à 2,8 millions de dollars australiens en 1977) ;
- faire l'acquisition du tout premier ordinateur de la CPS (en avril 1979, pour un coût initial d'environ 100 000 dollars américains), propulsant la CPS dans l'ère de l'informatique ;
- rehausser l'image de marque de la CPS et sa réputation en tant que pôle d'excellence scientifique et technique ;
- accompagner, par un soutien et des éclairages scientifiques, les pays océaniques dans la conception de leurs stratégies individuelles et collectives de délimitation maritime avant la déclaration de leurs zones économiques exclusives (zone des 200 milles) respectives conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Dans ce contexte, le Programme a théorisé des stratégies et livré des

analyses de référence à l'appui de l'élaboration de politiques régionales de coopération dans le domaine halieutique. Cette coopération fut indispensable à la création de l'Agence des pêches du Forum et, plus tard, de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central.

## Historique

En 1970, dans la zone de compétence de la CPS, les captures totales de thonidés sont inférieures à 100 000 tonnes et, dans leur quasi-totalité, effectuées par des flottilles de palangriers étrangers. Les prises à la palangre et les taux de prises associés se stabilisent toutefois après un pic au milieu des années 1960. Avec l'avènement des entreprises mixtes de pêche à la canne, d'abord en Papouasie Nouvelle-Guinée (1970), puis aux Îles Salomon (1971), la bonite est devenue objet de convoitises, d'autant que l'espèce est en mesure de supporter une nette augmentation des captures.

Début 1971, Robert (Bob) Kearney, jeune Australien passionné de sciences halieutiques et fraîchement diplômé de l'Université du Queensland, se rend en Papouasie Nouvelle-Guinée, son doctorat en biologie marine en poche, où il accepte un poste de biologiste principal en charge de la recherche sur les thonidés au sein du service de l'agriculture, de l'élevage et des pêches. Deux autres jeunes Australiens, eux aussi sortis des bancs de l'Université du

Queensland, rejoignent son équipe de recherche quelques mois plus tard : Bernard (Barney) Smith et Antony (Tony) Lewis (qui s'illustreront ultérieurement par leurs remarquables contributions aux plus hauts échelons des programmes pêche de la CPS).

Pour mettre au point son programme de recherche, Kearney interroge les institutions compétentes sur la question halieutique, notamment le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO, soit l'institut national de recherche du pays) et la Commission interaméricaine du thon tropical (CIATT, dont le siège se trouve à San Diego, en Californie). Et le marquage ressort clairement comme l'outil idéal pour jeter les bases d'un programme de recherche exhaustif prévoyant des reconnaissances aériennes et des campagnes intensives d'échantillonnage biologique. Les deux années qui suivent, l'équipe conçoit et perfectionne des techniques spécifiques de marquage de la bonite et d'autres espèces de thon. Plusieurs milliers de poissons sont alors marqués dans les eaux de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

À l'époque, les quatre entreprises de pêche thonières opérant dans le pays sont des entreprises mixtes japonaises, exploitant des canneurs d'Okinawa rattachés aux ports de Rabaul, Kavieng et Madang. Les captures de ces flottilles dépassent de loin les standards internationaux de l'époque. Si l'on en croit Kearney, les navires les plus performants pêchent jusqu'à 400 tonnes par mois,



Bob Kearney, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au début des années 1970. (crédit photo : archives personnelles de Barney Smith).

soit un excellent rendement pour les canneurs. Aux yeux du monde entier, la pêcherie est pleine de promesses et sa progression commence à être suivie de près par la plupart des pays du Pacifique.

L'équipe du service de l'agriculture, de l'élevage et des pêches marque un nombre suffisant de poissons et met en place des systèmes de récupération des marques, faisant rapidement grimper en flèche le nombre de marques restituées. Les données de marquage-recapture et les données quotidiennes de prises de chaque unité de pêche de la pêcherie thonière de Papouasie-Nouvelle-Guinée sont alors informatisées, puis analysées. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, Kearney et son équipe font partie des premiers chercheurs, toutes disciplines confondues, à informatiser leurs travaux, une pratique tenue pour acquise aujourd'hui.

Pour reprendre les propos de Kearney :

Le pays disposait d'un impressionnant centre informatique, mais d'une poignée seulement de jeux de données d'excellente qualité. Il suffisait donc de présenter un dossier bénéficiant des appuis nécessaires au sein du service pour qu'on vous ouvre les portes. Les exploitants du centre étaient des visionnaires et tenaient à ce que leur ordinateur soit mis au maximum à profit dans l'intérêt du pays. Ils s'occupaient même de la saisie des données et de la conception logicielle pour vous. Et donc, j'ai présenté un dossier, vigoureusement soutenu par le directeur du service (Bill Conroy). Le fait que la pêche thonière représentait un secteur très porteur pour le pays a clairement joué en notre faveur, ce qui explique l'ampleur du soutien dont nous bénéficions. Les responsables du centre informatique ont pris nos recherches très au sérieux et, une fois le coup d'envoi donné, en l'espace d'une année peut-être – je ne pourrais plus vous dire exactement –, nous disposions de données de prises et d'effort entièrement informatisées pour chaque thonier en activité. Ces données étaient rassemblées et présentées de telle manière que l'on pouvait croiser toutes les captures avec les données d'échantillonnage scientifique. Le centre informatique me remettait des relevés mensuels des prises quotidiennes, ventilées par navire et agrégées par zone ou toute autre catégorie que je demandais, ainsi que des synthèses de l'échantillonnage par taille de la bonite pêchée pour chaque bateau et chaque zone. Nous avions donc une image extrêmement précise de la pêche thonière, que nous pouvions corrélérer aux informations livrées par les marques restituées, elles aussi numérisées et analysées.

Toutefois, à mesure que de nouvelles marques rentrent et que l'analyse s'affine, Kearney se rend vite compte que lui comme son équipe ne parviennent pas à obtenir toutes les informations nécessaires pour évaluer de manière complète les ressources en bonite de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les techniques de marquage mises au point sont bonnes – les poissons survivent à l'implantation et sont recapturés – en particulier dans les eaux nationales, et même dans les lieux de pêche situés plus à l'est. Il est possible de déterminer les lieux où se rendent bon nombre de thons dans l'espace maritime national, mais l'équipe n'est pas en mesure de dire d'où ils viennent ou d'estimer la taille totale de la ressource ou le degré de brassage des stocks exploités.

De toute évidence, l'équipe a affaire à une pêcherie quasi isolée à l'époque. Mais quelle est l'ampleur de la ressource totale à laquelle appartiennent ces poissons et en quoi les pêcheries susceptibles de se développer ailleurs peuvent-elles influencer sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée ? La couverture géographique des opérations de marquage est certes impressionnante à l'échelle du pays, mais elle demeure manifestement insuffisante pour conduire les analyses nécessaires et même pour l'évaluation des seuls stocks exploités dans les eaux nationales. Kearney prend conscience que, pour répondre aux questions de fond, ne fut-ce que pour obtenir les éléments utiles à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, il est nécessaire de tenter d'augmenter la portée géographique des efforts engagés, au-delà des limites maritimes papoues. Marquer beaucoup plus de poissons dans les eaux papoues n'a guère de sens.

En 1973, le scientifique émet l'idée d'un programme de marquage au périmètre régional, s'étendant sur une bien plus grande échelle. Au départ, l'idée est d'organiser des campagnes de marquage simultanées dans plusieurs autres pays, tels que les Îles Salomon, qui cherchent à développer une pêcherie de canneurs analogues, impulsée par des entreprises mixtes. Pour corriger les discontinuités dans le maillage des données de marquage, à savoir les eaux des pays ne comptant aucune pêcherie à la canne, la solution privilégiée consiste à partager un navire océanographique qui sillonnerait toute la région et serait équipé pour marquer un

nombre raisonnable de bonites dans au moins la plupart des autres pays océaniques. Il résumé l'idée dans une note conceptuelle d'une page et la montre à quelques collègues, qui y voient au départ un projet idéaliste pour ne pas dire utopique. Il met alors l'idée entre parenthèses.

Au milieu de l'année 1973, Kearney reçoit dans son bureau de Port-Moresby la visite impromptue de Roy (Dick) Baird, alors chargé de la pêche à la CPS. Kearney ne connaît pas grand-chose à la CPS et une journée très chargée l'attend déjà, sans qu'il faille rajouter un rendez-vous avec un certain Dick Baird : la rencontre est donc plénière en moins de 30 minutes. Ce bref entretien aura toutefois suffi à convaincre Dick de l'impressionnante qualité du programme papou de recherche sur la bonite, notamment les relevés de données sur les entreprises mixtes de pêche, le taux de restitution des marques et les résultats des études sur les poissons-appâts. Et les deux hommes auront eu le temps d'évoquer brièvement le bien plus ambitieux projet de marquage évoqué plus haut. Kearney oublie la rencontre jusqu'au jour où, deux ou trois mois plus tard, il reçoit un courrier – et un billet d'avion pour Tahiti – dans lequel Dick l'invite à assister à une réunion consacrée à l'évaluation de la ressource en bonite. Il accepte l'invitation avec beaucoup d'enthousiasme et d'optimisme, et assiste à sa première vraie réunion d'envergure internationale quelques mois plus tard, son optimisme manifestement intact.



Faire connaître le Programme bonite était une priorité de tous les instants, afin qu'il bénéficie du soutien de toutes les parties prenantes. Tony Lewis parle technique avec des étudiants de l'institut des sciences halieutiques et des membres du service des pêches. Kavieng, Papouasie-Nouvelle-Guinée, octobre 1977 (crédit photo : Bob Gillett).

La réunion du Comité d'experts de la bonite tropicale convoquée par Dick Baird se tient à Papeete, en Polynésie française, du 25 février au 1er mars 1974, sous la présidence de Richard Shomura, directeur de la branche hawaïenne du service des pêches maritimes des États-Unis. Les membres du Comité sont vite convaincus du bien-fondé et de l'utilité du programme de marquage imaginé par Kearney et recommandent sa mise en place à titre de priorité. On peut lire à la première page du compte rendu de la réunion qu'après examen de toutes les solutions envisageables pour l'étude de la bonite dans la zone, le Comité d'experts recommande vivement la mise en place d'un programme régional de marquage, avec pour objectif le marquage et le lâcher d'environ 100 000 bonites sur une période de trois ans. Le commentaire figurant à la page 11 de la proposition jointe à l'annexe 2 de ce compte rendu interpelle tout particulièrement la CPS : « Le parrainage international du projet, sous l'égide de la Commission du Pacifique Sud, permet au navire de capturer des bonites et des poissons-appâts dans des zones inaccessibles à un bâtiment naviguant sous la bannière d'un seul pays. »

À la demande de Dick Baird, Kearney accepte de prolonger son séjour de quelques jours après la réunion afin que la note conceptuelle originale puisse être étoffée et se rapprocher davantage d'une proposition de projet, accompagnée d'une estimation très préliminaire des coûts possibles.

Au cours des semaines qui suivent, les discussions se poursuivent avec Dick Baird, Richard Shomura, Jim Joseph (alors Directeur de la CIATT) et d'autres, et les participants estiment qu'il serait utile d'impliquer l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Conseil indo-pacifique des pêches qui lui est rattaché.

En juillet 1974, la septième Conférence technique des pêches, tenue à Nuku'alofa (Tonga), valide la proposition de projet du Comité d'experts et demande « qu'il lui soit accordé une haute priorité », estimant qu'il « répond à une nécessité reconnue » ; le Conseil indo-pacifique des pêches entérine à son tour la proposition à sa seizième session, à Jakarta (Indonésie), en novembre 1974.

Kearney se rend à la FAO, à Rome, pour discuter avec John Gulland du possible développement du projet. Gulland lui propose un contrat d'expertise d'un mois à la FAO et lui envoie un billet d'avion pour Rome. Entre novembre et décembre 1974, Kearney passe cinq semaines à Rome, où il collabore avec Gulland et d'autres cadres de la FAO, dont Sidney Holt et Fred Popper (qui dirige le département des pêches de la FAO), à la rédaction d'une proposition élargie.

À sa publication, la proposition ne comprend toujours pas de budget détaillé, mais précise : « Nous n'avons pas cherché à chiffrer le coût que peuvent représenter les services d'un navire adapté et d'un équipage compétent, sur une période de deux à trois ans, des estimations plus justes pouvant être obtenues auprès des nations de pêche concernées. » En revanche, elle prévoit désormais le recrutement de onze chercheurs à plein temps et d'un programmeur à temps partiel, ce qui vient sensiblement renforcer l'équipe de quatre chercheurs proposée dans le projet présenté en février 1974. Le personnel navigant et l'équipage de pêche du navire océanographique sont à rajouter à l'effectif. Il est supposé qu'il faudra une vingtaine d'employés à bord, mais il est suggéré d'intégrer les frais de personnel au contrat d'affrètement du navire, dont les termes doivent encore être déterminés.

## Une campagne de financement énergique

Puisque l'on dispose désormais d'une proposition améliorée, plébiscitée par de multiples organismes, la recherche de financements peut véritablement commencer. Si l'on s'intéresse à la première recommandation du compte rendu de la Conférence technique de 1974, on peut lire non seulement que : « La Conférence recommande que le Programme de marquage dont les grandes lignes ont été définies par le Comité d'experts de la bonite soit adopté et qu'il lui soit accordé une haute priorité. » Mais le rapport nous dit aussi que : « Il répond à une nécessité reconnue et la Conférence recommande que la Commission du Pacifique Sud mette tout en œuvre pour se procurer les fonds nécessaires auprès de tous les bailleurs possibles, **indépendamment du mode de financement actuel des projets de la Commission du Pacifique Sud.** » (gras ajouté)

Ce dernier membre de phrase traduit un certain réalisme budgétaire, puisque le budget de la CPS, entièrement financé par les contributions statutaires des membres à l'époque, ne peut en aucune manière assimiler un projet d'une telle ampleur. L'inquiétude grandit, y compris parmi l'équipe dirigeante de la CPS, beaucoup craignant que l'affectation de fonds émanant de pays bailleurs au profit du projet ait une incidence négative sur la proportion de ressources destinées aux fonctions d'appui essentielles de l'Organisation. Baird et Kearney n'ont donc d'autre choix que de faire financer la totalité du budget par des sources non statutaires. Ils peuvent naturellement se tourner vers la plupart des pays « coloniaux » qui ont fondé la CPS en 1947, à savoir l'Australie, les États-Unis d'Amérique, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni (par ordre alphabétique), mais choisissent d'approcher également le Japon, principale nation de pêche thonière dans la région de compétence de la CPS. En toute logique, le Japon fournira une grande partie des données de prises et d'effort indispensables à l'évaluation de la ressource et repêchera de nombreux poissons marqués, si le programme de marquage voit le jour. Cela dit, si le Japon a déjà fait savoir qu'il souhaitait accroître l'aide qu'il destine aux nations océaniques, il n'est pas membre de la CPS et n'a par ailleurs jamais apporté de contribution notable à une organisation internationale à laquelle il n'appartient pas : il convient donc d'imaginer un accord-cadre facilitant la participation du Japon au projet.

Le hasard veut qu'en 1974, la fondation Rockefeller décide de créer un organisation non gouvernementale (ONG) à l'appui de la gestion des pêches dans la région Asie-Pacifique. Cette nouvelle entité sera baptisée Centre international pour la gestion des ressources bioaquatiques (ICLARM). La fondation propose à Baird de jouer un rôle charnière dans la création de l'ONG et, bien que ce dernier décline l'offre, il conseille à Kearney de contacter la fondation pour solliciter des fonds à l'appui du Programme bonite. Un conseil bien avisé, puisque qu'à peine cinq jours après la réunion du comité technique consultatif de l'ICLARM à Honolulu, en février 1975, le coordonnateur de programme de l'ONG envoie un mémo à Phil Helfrich, son directeur, au sujet du « projet d'évaluation de la ressource en bonite ». Il lui confie :

Les contours du projet ont été arrêtés en concertation avec Dick Baird (DB). Voici où nous en sommes aujourd'hui. Le chef de projet sera recruté en tant qu'agent de la CPS. Dick rédigera la fiche de poste en

respectant les critères d'embauche de la CPS (même s'il prévoit déjà de recruter Bob Kearney) et gèrera le transfert des subventions côté CPS. [...] La CPS fournira au chef de projet un bureau, un logement, du personnel de soutien et une assurance maladie. L'ICLARM prendra en charge la rémunération de l'agent, l'indemnité d'expatriation et les frais de voyage. DB m'a assuré qu'aucune commission administrative ne serait déduite des fonds versés par l'ICLARM.

Dans l'intervalle, Kearney accepte un autre contrat de consultance pour la FAO, qui l'amènera à travailler trois mois sur les pêcheries thonières de l'océan Indien. Grâce à l'arrivée des fonds de la fondation Rockefeller/ICLARM, Dick Baird parvient finalement à lui proposer un premier contrat de six mois à la CPS afin qu'il mobilise les fonds nécessaires à la mise en œuvre du Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonite. Kearney accepte le défi et prend ses fonctions à la CPS le 13 septembre 1975.

## Contexte de la campagne de financement

On oublie aisément à quel point le Pacifique était différent au début des années 1970. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ignorent ou connaissent mal les grands bouleversements politiques qu'a connus la région au cours de cette décennie. En l'espace de seulement dix ans, pas moins de sept États du Pacifique Sud (Tonga, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu, Kiribati et Vanuatu) conquièrent leur indépendance ou rompent les liens volontaires qui les unissent aux puissances coloniales présentes dans la région. Au cours de la même décennie, trois autres pays océaniques choisissent de conclure des accords de libre association avec des puissances métropolitaines (Niue, Îles Mariannes du Nord et Îles Marshall).

Ainsi, dès la fin des années 1970, la plupart des pays membres de la CPS sont indépendants ou autonomes. Au cours de la même période, de nombreux débats et réunions se tiennent dans la région dans le but d'élaborer des stratégies et des politiques nationales et régionales propres à protéger les droits de souveraineté et d'exploitation afférents aux pêcheries et aux autres ressources océaniques du Pacifique. Ces réunions visent à préparer la région à la refonte annoncée du droit de la mer. Kearney et, plus tard, d'autres membres du Programme bonite joueront un rôle pivot dans l'élaboration des analyses et des documents de réflexion correspondants. Ils établiront notamment la première proposition détaillée visant la création d'une organisation régionale entièrement dédiée à la recherche et à la gestion halieutiques, traceront les premières cartes délimitant les zones des 200 milles de l'ensemble des États et Territoires de la zone de compétence de la CPS, et effectueront les premières analyses des captures de thonidés imputables aux pays pratiquant la pêche lointaine dans chaque État insulaire océanique. Ces négociations aboutissent à la signature, en décembre 1982, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Cette dernière définit officiellement la notion de zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles marins entourant chaque nation côtière. La Convention permet aux pays d'affirmer leurs droits souverains sur les ressources biologiques et non biologiques, en particulier les espèces de grands migrateurs tels que les thons, se trouvant dans leurs ZEE. L'immense importance que revêt cet exercice de souveraineté sur les très abondantes ressources thonières des nations océaniques est aujourd'hui une évidence admise de tous. Pour

de nombreux pays, par conséquent, « la notion d'autonomie politique et celle de compétence territoriale élargie sur l'espace maritime étaient, dès les prémices de la nation, intrinsèquement imbriquées » (citation d'une thèse de 1990, défendue par Transform Aqorau et intitulée « Gestion thonière et Convention UNCLOS : Rôle de l'Agence des pêches du Forum dans la mise en œuvre de la Convention »).

La CPS fut la première grande organisation régionale à voir le jour dans le Pacifique. Elle est fondée en 1947 par les six puissances métropolitaines de l'époque, à savoir l'Australie, les États-Unis, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, dont l'empire administratif et colonial s'étend à au moins un territoire ou État insulaire. La CPS se voit chargée de promouvoir « le bien-être économique et social et le progrès des populations des territoires dépendants administrés par [ces puissances] dans la région du Pacifique Sud ».

Malheureusement, dès 1975, la CPS est en proie à de graves problèmes budgétaires, comme en témoigne le bilan général présenté à la quinzième Conférence du Pacifique Sud par le Secrétaire général, qui s'exprime alors en ces termes :

Vous n'êtes pas sans savoir que, durant l'année 1975, la Commission a été minée par des problèmes budgétaires, imputables à l'inflation et aux fluctuations de change. Si d'autres organisations, et même gouvernements, ont connu des difficultés similaires, cela n'enlève rien aux répercussions de ce climat défavorable sur la Commission et son programme de travail. Bien que les dépenses engagées en 1975 et celles prévues en 1976 soient supérieures aux sommes affectées au cours des exercices précédents, la Commission n'a pas vu évoluer notablement le périmètre réel de ses activités. En décembre de l'année dernière, les directeurs de programme et moi-même avons procédé à un examen approfondi du programme de travail et du budget approuvés pour l'exercice 1975. Dans l'optique de combler le déficit qui menaçait déjà sérieusement l'horizon budgétaire de la Commission, nous avons « gelé » une longue liste de postes du chapitre administratif du budget, du programme de travail ordinaire et des projets spéciaux. . . Malgré les efforts que nous avons consentis pour couper dans les dépenses, les tendances inflationnistes et la dévaluation ont encore exacerbé les pressions exercées sur notre budget et nous accusons un déficit de quelque 75 000 dollars pour l'exercice 1975. . . Et l'exercice 1976 s'annonce encore plus sombre... Si les signes actuels se confirment, il est tout à fait possible que les dépenses prévisionnelles du projet de programme de travail et de budget pour 1976 excèdent de façon alarmante les recettes disponibles.

C'est dans ce climat budgétaire très tendu que Kearney commence à travailler à la CPS en septembre 1975. Il est alors « coordonnateur du projet régional d'évaluation des stocks de bonite », et grâce à la fondation Rockefeller et à l'ICLARM, il a devant lui six mois de financements garantis, y compris une ligne de crédit raisonnable pour les frais de déplacement, pendant lesquels il devra s'attacher à mobiliser les fonds nécessaires à l'instauration d'un projet très ambitieux, prévu sur trois ans.

À son arrivée à la CPS, Kearney collabore étroitement avec Dick Baird. Tous deux sont conscients de l'ampleur des difficultés qui les attendent, puisqu'ils doivent composer un budget de plus d'un million de dollars par an, soit environ un tiers du budget total de la CPS, alors même que les flux d'aide internationale sont à sec. Les finances internationales souffrent encore de l'incertitude créée par la crise pétrolière et, à une échelle plus proche, la CPS a elle-même admis qu'elle éprouvait de graves difficultés budgétaires (décrites plus haut).

Les bailleurs pressentis pour financer le Programme bonite sont peu ou prou les mêmes que ceux qui alimentent le budget ordinaire de la CPS et, comme l'atteste le courrier du Secrétaire général, ils se montrent réticents à l'idée d'accroître sensiblement leurs contributions à la CPS. Au sein du cercle des nations insulaires naissantes, il se dit également ouvertement que, dans son mode de fonctionnement, la CPS traîne encore des relents coloniaux. Un concert de voix s'élève alors pour que toute nouvelle entreprise régionale d'envergure soit placée sous les auspices d'organisations octroyant

davantage de poids aux États insulaires, à l'image du Forum du Pacifique Sud en pleine éclosion et qu'ils jugent moins soumis au « joug colonial ».

Il est important de préciser qu'à l'époque, la CPS n'avait encore inscrit dans ses livres aucun projet financé sur fonds non statutaires. Son portefeuille de projets était couvert par des recettes globalisées, appelées fonds ordinaires. Si la CPS a déjà envisagé la mise en place de projets extrabudgétaires et même cherché activement à les faire financer, elle n'est parvenue à mobiliser des fonds pour aucun d'entre eux, pas même quand à peine quelques milliers de dollars sont en jeu. Lever plusieurs millions de dollars au profit d'un nouveau projet exige alors une sacrée dose d'optimisme.

### *Fin de la première partie*

Le second volet de cette brève chronique du Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonite (SSAP) sera publié dans le prochain numéro (151) de la *Lettre d'information sur les pêches*.



Quelques-uns des participants à la huitième Conférence technique régionale sur les pêches, tenue à Nouméa en octobre 1975, à peine un mois après la prise de fonction de Kearney à la CPS.

De gauche à droite : M. R.H. (Dick) Baird - Conseiller pour la pêche de la CPS ; M. Luata Toatasi - directeur par intérim du service des pêches du Samoa occidental ; M. B.R. (Barney) Smith - biologiste principal par intérim, service de l'agriculture, de l'élevage et des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée ; M. Richard Shomura - Directeur du laboratoire d'Honolulu du Southwest Fisheries Center, Hawaii ; M. R. (Bob) Kearney - Coordonnateur de l'évaluation des stocks de bonite (CPS)

## Remerciements

Pour leurs éclairages et leurs contributions, l'auteur tient à remercier les personnes ci-dessous. Sans leur concours, cet article n'aurait pu voir le jour.

- Bob Kearney – professeur émérite en sciences halieutiques, Institut d'écologie appliquée de l'Université de Canberra ;
- les deux autres directeurs historiques du Programme pêche hauturière : John Sibert et Antony Lewis ;
- l'actuel Directeur du Programme : William John Hampton ;
- le personnel des archives et de la bibliothèque de la CPS qui m'ont aidé à mettre la main sur des documents d'archives, remontant pour la plupart à plus de 40 ans en arrière : Véronique Fayard, Nathalie Desprez, Mary-Clare Ame, Stéphanie Watt ;
- les équipes de la CPS chargées de concevoir et d'enrichir la Bibliothèque numérique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (<http://www.spc.int/fame/fr/publications/bibliotheque-numerique>) : Franck Magron et Aymeric Desurmont ; et
- une foule d'anciens et actuels collaborateurs du Programme, trop nombreux pour être cités nommément dans les limites de ce bref article.



De gauche à droite : Barney Smith, Tony Lewis et Bob Kearney à une réunion à Cronulla en 1973, alors qu'ils travaillent tous les trois pour le service de l'agriculture, de l'élevage et des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée (crédit photo : archives personnelles de Barney Smith).

© Copyright Communauté du Pacifique (CPS), 2016

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales lucratives sous quelque forme. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Les opinions exprimées dans ce bulletin sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la CPS.

Texte original : anglais.

Communauté du Pacifique, Section information halieutique, B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie

Téléphone : +687 262000 ; Télécopieur : +687 263818 ; [spc@spc.int](mailto:spc@spc.int)